



ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

modifiant l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 autorisant la société FERTIVAL SAS à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement à Quintenic

Le Préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** le règlement (CE) CLP n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment le livre V titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Georges SALAÜN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 août 2011, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 5 janvier 2018 et du 16 décembre 2024, autorisant la société FERTIVAL SAS à exploiter lieu-dit « La Vallée » à Quintenic, une fabrique d'engrais, d'amendement et de supports de cultures à base de matières organiques ;
- Vu** la demande déposée le 10 janvier 2025 par la société FERTIVAL SAS relative à la modification du suivi des rejets atmosphériques applicables à son installation située lieu-dit « La Vallée » à Quintenic ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 5 mars 2025 ;

Vu l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement du 7 mars 2025, réceptionné le 10 mars 2025, transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions applicables à la surveillance des rejets atmosphériques canalisés de l'installation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Nature des installations – liste des rubriques de la nomenclature des ICPE et IOTA

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2011 et de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2018 est modifiée comme suit :

Rubrique	Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et IOTA	Capacité autorisée	Régime
2170-1	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	480 t/jour en pointe 80 000 t/an de produits finis	A*
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné [...]) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant : 2. b Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	12,5 t	D*
2171	Dépôt de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole	MP : 3 500 m ³ produits finis : 19 125 m ³ (225 m ³ en cellule, produits conditionnés en extérieur : 8 370 m ³ , produits conditionnés sous hangar : 10 530 m ³)	D*
2910-A-2	Combustion, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse [...]	3 brûleurs à air chaud alimentés au gaz : 2800 kW - groupe électrogène alimenté au fuel : 48 kw Total 2848 kW	D*

Rubrique	Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et IOTA	Capacité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Site de 4,13 ha dont 3 ha imperméabilisés Rejet dans le Frémur	D*

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 2 – Conduit et installations raccordées

Les prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2011 sont modifiées comme suit :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit en Nm ³ /h	Coordonnées Lambert 93
1	Fosse de réception Trémies de dosage Granulation Refroidisseur Aspiration centralisée locaux usine	23	0,9	110 000 m ³ /h (max)	X : 300 221 Y : 6 839 054

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 3 – Autosurveillance des émissions atmosphériques (émissions canalisées)

Les prescriptions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2011 sont modifiées comme suit :

La concentration en ammoniac (NH₃) est mesurée en continu.

Les résultats font l'objet d'un enregistrement informatique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle sur 24 heures est réalisé annuellement sur le rejet de la cheminée par un organisme agréé dans des conditions normalisées.

Le contrôle porte sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence
Poussières	Annuelle
NH ₃	
Vitesse	

Les valeurs en concentration et en flux ne dépassent pas les valeurs prescrites à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 et la vitesse d'éjection des gaz doit être supérieure ou égale à 8 m/s.

Article 4 - Autres dispositions

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 janvier 2018 demeurent identiques et restent applicables.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2024 est abrogé.

Article 5 - Affichage et publication

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Quintenic pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Quintenic pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Quintenic et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté préfectoral, dont une copie est notifiée à la société FERTIVAL SAS pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le 14 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN

